

## Faire connaître les massacres du 5 juillet 1962 à Oran .

Pourquoi recourir aux archives militaires pour connaître et étudier la funeste journée du 5 juillet 1962 à Oran ? A un historien, une telle question semblera saugrenue tant la réponse paraît aller de soi. Comment étudier un événement important du passé sans plonger dans les archives ? Ici, pour le 5 juillet, c'est encore plus nécessaire car le chercheur étudiant cette journée se trouve confronté à quelques problèmes inhabituels :

- Une vaste conspiration du silence a entouré cet événement pendant plus de 25 ans après l'indépendance de l'Algérie. Du côté français la crainte d'écorner le prestige du Général De Gaulle engendra une politique sans grandeur que résumerait l'adage latin: *quieta non movere*. Autrement dit, laissons tranquille ce qui ne bouge pas. Officiellement donc, on se garda d'évoquer certaines victimes de la Guerre d'Algérie. Silence dans les rangs!

- Du côté des médias, on se borna à quelques incursions dans ce sujet, mais les préoccupations se concentrèrent vite sur les victimes ..... de l'Armée française. Du côté algérien, le déni était total. Rien de ce qui aurait pu ternir l'image des indépendantistes n'était accepté. Que la « *glorieuse* » révolution algérienne ait pu commettre des crimes horribles contre les civils européens était farouchement nié. Aujourd'hui encore, rien n'a changé en ce domaine.

Du côté des « *rapatriés* » d'Algérie, et, parmi ceux que l'honneur du pays ne laisse pas indifférents (ni son passé, ni son futur, ni son absence redoutée d'avenir, ni le terme de solidarité nationale), les choses étaient quelque peu différentes.

Connaissant pour les avoir vécues ou suivies, les différentes tragédies marquant le conflit, on n'ignorait pas dans ces milieux les massacres d'Oran. Mais la communauté des « *rapatriés* » était dans une situation particulière : longtemps, il lui fallut surmonter les traumatismes du déracinement puis s'organiser. Un obstacle pesait d'importance. Dans nombre de familles pieds-noires, l'idée était répandue qu'il convenait de ne pas parler du passé aux enfants. Idée à première vue étrange mais qui visait à ne pas transmettre aux nouvelles générations les regrets, les frustrations et les douleurs d'un passé maudit. Attitude compréhensible certes, mais qui avait l'inconvénient de ne rien transmettre également du versant ensoleillé de ce passé : l'œuvre de la France outre-méditerranée et l'ineffable douceur de vivre que nous connûmes là-bas.

Un certain temps ayant passé et la propagande du FLN se déployant (1), diverses voix s'élevèrent parmi les Français d'Algérie et leurs amis. Elles dénonçaient le caractère tendancieux de certains livres et films, ainsi que l'occultation délibérée des crimes du FLN. Malheureusement, beaucoup de témoignages et d'écrits parurent alors émanant de personnes peu au fait de la recherche historique et de ses exigences. Elles ne surent pas éviter quelques pièges grossiers.

A propos d'Oran et de ce qui s'y passa au lendemain de l'indépendance, on vit apparaître aux côtés de témoignages dignes et intéressants, des récits boursoufflés voire excessifs. Des rumeurs furent présentées comme des certitudes, des hypothèses comme des faits établis. En matière de chiffres, ce fut la folle enchère. Alors que les premières informations avaient fait état de 800 morts et disparus (2), on évoqua bientôt, 1000, 2000, 3000 et même 5000 morts et disparus.

Face à la propagande, beaucoup de Français d'Algérie et leurs amis s'étaient laissé piéger par la contre-propagande, ou plutôt pour reprendre une expression d'Hélie de Saint-Marc : ... face aux mensonges du FLN (notamment)... « *ils étaient tentés pas la stratégie du contre-mensonge* ».

Les historiens qui voulurent, au début des années 90, par exemple, traiter sérieusement de l'Histoire de la Guerre d'Algérie, étaient ballotés entre le Charybde du négationnisme du FLN et de ses amis français et, le Scylla de « *l'exagérationnisme* » du camp opposé.

Aussi nous a-t-il toujours semblé qu'un recours plus large aux archives militaires serait de nature à faire reculer la confusion.

Ceci ne signifie pas que la vérité réside dans ces documents à l'exclusion des autres. A côté de ces archives, il y a des témoignages précieux que les historiens ne sauraient rejeter a priori. Des zones d'ombre subsistent que seul dissipera le recours organisé à d'autres sources.

Néanmoins, d'ores et déjà, les caractéristiques profondément tragiques de cette fatale journée, la fréquence des tueries et des enlèvements, l'inertie du commandement militaire local sont établies sinon reconnues. Le négationnisme et les partis pris de certains media et de certains universitaires peu scrupuleux reculent. Cette tendance profonde sera fortifiée par le recours systématique aux archives militaires. Une part importante de l'art militaire découle de l'art du renseignement. Savoir ce qui se passe est nécessaire. Notre armée est particulièrement bien organisée pour cela. Ma longue fréquentation des Archives du Service Historique de la Défense m'a montré le prodigieux travail effectué par le mythique 2<sup>ème</sup> bureau de notre Armée.

Les soldats sont sur le terrain. Ils doivent savoir ce qui s'y passe. Ils doivent rendre compte. Ceci concourt à fournir une masse de documents inestimable. Elle permet une vision diversifiée, à la fois dispersée et synthétisée. Elle ouvre une source d'information capitale. La négliger ou la mépriser est une aberration en laquelle fort heureusement, aucun historien, jamais ne s'égare.

## [Jean MONNERET](#)

### Notes.

- 1 Deux films de Lakhdar Hamina au contenu historique discutable furent primés ainsi que le sinistre *La Bataille d'Alger* de Pontecorvo.
- 2 Docteur Couniot, Monseigneur Pierre Boz, Jean-Pierre Chevènement.